

La Flandre a-t-elle vraiment intérêt à quitter la Belgique ?



En quoi la Flandre gagnerait-elle à prendre son indépendance ? Le jeu en vaut-il la chandelle, malgré le prix à payer ? Les économistes sont sceptiques...

LAURENCE VAN RUYMBEKE

Coupera, coupera pas ? L'hypothèse d'une scission pure et simple de la Belgique en deux nouvelles entités distinctes n'est officiellement pas (encore ?) à l'ordre du jour. Mais elle chemine dans certains esprits, au point que la question se pose de savoir si la Flandre aurait rationnellement intérêt à sauter le pas. Les économistes contactés par Le Vif/L'Express sont soit sceptiques sur le bénéfice engendré par cette autonomie, soit estiment que le calcul coût/bénéfice serait défavorable à la Flandre. Voici néanmoins les principales raisons qui pourraient pousser les Flamands à réclamer leur billet de sortie.

► La Flandre disposerait de ses propres leviers de décision

C'est l'argument majeur. « La Flandre veut pouvoir orienter ses politiques économiques comme elle l'entend, résume Etienne de Callataÿ, économiste en chef à la Banque Degroof. Dans la situation actuelle, si elle souhaite, par exemple, revoir le calcul ou la durée des allocations de chômage pour dynamiser son marché du travail, elle en est empêchée par la minorité francophone, qui juge le mécanisme non pertinent. Or, partout ailleurs, on estime le contraire. La Flandre ne peut ainsi faire ce qu'elle veut, quand bien même son raisonnement tient la route... Je crois sincèrement que si les Flamands pouvaient, au niveau fédéral, mettre en place la politique de leur choix, ils le feraient. Mais puisque ce n'est pas possible, ils envisagent de l'appliquer au niveau régional. »

Derrière ces orientations économiques différentes, Flamands et francophones ont, aussi, des sensibilités politiques a priori peu compatibles entre elles. « Qu'on aime ou qu'on n'aime pas, la Flandre se situe au centre-droit ou à droite de l'échiquier politique, rappelle

Eric Defoort, historien et cofondateur de la N-VA. Aux dernières élections, une écrasante majorité d'électeurs ont voté pour la N-VA et le CD&V. Les choix socio-économiques qui sont posés au nord et au sud du pays ne peuvent se comprendre sans cette donnée-là. Ainsi, ce que l'on appelle l'activation des chômeurs, chez nous, devient immédiatement la chasse aux chômeurs en Wallonie. »

Le propos fait bondir l'ABVV (FGTB flamande) : « Le discours selon lequel la Flandre serait tout à fait bloquée aujourd'hui dans sa gestion en raison du cadre fédéral est largement exagéré », nuance Jean-Marie De Baene, directeur

du service d'études. La Flandre a d'ailleurs déjà mis en place des politiques différenciées, par exemple dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, alors que la Wallonie faisait d'autres choix.

Dans un autre secteur, une Flandre autonome pourrait aussi prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour soutenir ses exportations. « Quelque 80 % des exportations belges partent de la Flandre, rappelle Geert Noels, CEO et Chief Economist d'Econopolis. Pour soutenir l'activité économique, calquée sur le modèle allemand, les autorités flamandes souhaitent, par exemple, pouvoir négocier les conventions collectives de travail en fonction de leur propre marché, très différent du tissu économique wallon. » La taille de ce nouvel Etat ne devrait en tout cas pas constituer un handicap : dans une économie mondialisée, on peut être petit et prospère.

► La Flandre mettrait en place une meilleure gouvernance

C'est en tout cas ce que pensent nombre de Flamands, pour qui le moteur belge ne tourne plus, sans cesse en crasse par des conflits communautaires. Dans ce qu'ils considèrent comme un bourbier, aucune décision ne se prend alors qu'il est urgent de mettre des ►►

LA TAILLE DU NOUVEL ÉTAT NE SERAIT PAS UN HANDICAP

ERIC DEFOORT, historien et cofondateur de la N-VA : « Nous sommes prêts à prendre en charge la plus grande partie de la dette et, dans dix ans, nous en serons quittes. »

